

BDS au rassemblement à Clermont-Ferrand contre les violences policières

A l'appel du Comité Justice et Vérité pour Wissam, un rassemblement a eu lieu le 5 juin de 18h à 20h, place de Jaude, à proximité du tramway, contre les violences policières dans le monde et en France.

Environ 1.000 personnes, Blacks, Beurs, Blancs, ... majoritairement des jeunes, et portant des masques, ont manifesté avec force et dynamisme leur soutien aux victimes des violences policières aux USA, en France et dans le monde, et fait entendre leur colère.



Des prises de parole ont été faites par des membres du Comité Justice pour Wissam El Yamni (un jeune décédé après son arrestation par la police locale il y a 8 ans), par les avocats de la famille (l'affaire trainant de renvois en renvois), par la LDH, Solidaires, l'AFPS 63, l'UNEF, le Media indépendant, Attac, et d'autres citoyen.ne.s. Les discours étaient fréquemment applaudis et interrompus par les slogans « Pas de justice, pas de paix » et « Justice pour Wissam ».



L'intervention AFPS 63 a fait le lien entre les USA, la France et la Palestine, autour d'un fil conducteur sur les dérives policières depuis la seconde guerre mondiale, les périodes coloniales et post-coloniales, les quartiers populaires et les gilets jaunes, sur fond de collaborations militaire et sécuritaire entre les USA, Israël et la France (voir ci-

dessous). Ce discours a été bien écouté et applaudi, et le slogan « Boycott Israël, Etat criminel » a été largement scandé à la fin.

Une quinzaine de militant.e.s AFPS-BDSF étaient présents, la plupart avec des affichettes portant les mots d'ordre #BlackLivesMatter, #PalestinianLivesMatter, #JusticePourWissam, #Justice PourAdama, ainsi qu'une grande pancarte #PalestinianLivesMatter et des drapeaux AFPS.

En fin de rassemblement, les participant.e.s ont posé un genou à terre et levé le poing, comme dans d'autres pays et villes de France. Le prochain RDV a été fixé devant le tribunal de Riom, le 9 juin à 9h, pour la suite de l'affaire Wissam.



Intervention AFPS-BDSF 63 au rassemblement contre les violences policières dans le monde et en France, Clermont-Ferrand, 5 juin 2020.

Aucun de nous dans le groupe local de l'Association France Palestine Solidarité n'a hésité une seconde à répondre à l'appel des organisateurs de cette manifestation contre les violences policières.

Pour nous, il ne fait aucun doute que, si les histoires et les contextes sont différents, l'assassinat de George Floyd aux USA, ceux de Wissam, d'Adama et bien d'autres en France, le récent assassinat de Eyad Hallaq et de centaines d'autres en Israël/Palestine répondent des mêmes ressorts. Nous ne pouvons pas parler de bavures. Ces violences d'aujourd'hui s'enracinent dans une histoire colonialiste, esclavagiste et raciste de chacun de ces pays.

Si les victimes descendent d'esclaves aux USA, ou des populations colonisées par la République ici, les Palestiniens, eux, vivent sous le joug du dernier pays colonial qui a institutionnalisé le racisme dans sa

constitution comme le fit l'Afrique du Sud de l'Apartheid. Partout la violence raciste, la criminalisation des victimes, la déshumanisation brutale et la culture de l'impunité pour les assassins.

Les liens sont évidents. La police française a largement collaboré durant la 2eme guerre mondiale prenant part, entre autres, à l'extermination des populations juives ou tsiganes. Durant la guerre d'Algérie elle a banalisé la surveillance, le contrôle au faciès, la torture et la répression. Sans remises en cause d'envergure après les indépendances, ces pratiques ont perduré. Aujourd'hui, la violence subie par les Gilets Jaunes ou autres manifestants a rendu visibles à un plus grand nombre de personnes l'existence de ces pratiques scandaleuses, mais elle ne constitue que l'extension de pratiques banalisées que subissent depuis des années les jeunes des quartiers populaires en général et les Noirs et les Arabes en particulier.

Face aux révoltes, aux inégalités, aux discriminations ici, à la résistance en Palestine, le même choix est fait : une réponse sécuritaire. Les unités de police impliquées dans la mort de Georges Floyd, se sont entraînées en Israël. L'état français partageant l'analyse israélienne faisant des Palestiniens ou des Arabes des quartiers populaires des ennemis intérieurs, a mis en place une collaboration militaire et sécuritaire avec cet Etat dont personne ne peut ignorer les crimes.

En Palestine la violence raciste s'exerce de manière particulièrement violente avec de nombreux morts, des milliers de prisonniers, des tortures, des tribunaux militaires pour les populations civiles, des armes destinées à mutiler, des punitions collectives, des destructions de maisons et tout un arsenal répressif. Nous ne pouvons tolérer cette injustice faite à un peuple dépossédé de ses terres et de ses droits. Mais nous ne pouvons pas non plus tolérer chez nous de tels comportements des agents des forces de l'ordre. Nous ne

pouvons accepter la mise à mort de jeunes gens en raison de leur origine ethnique.

Ici comme en Palestine nous pouvons scander « pas de justice pas de paix »

Aux USA, en France, nous pouvons encore crier notre révolte, mais les Palestiniens sont violentés chaque jour par des soldats israéliens ou des colons dans le plus grand silence.

Le comité national palestinien en faveur du boycott affirme aujourd'hui sa solidarité avec les Afro Américains et demande justice. C'est en effet tous ensemble que nous devons mener ce combat. Nous partageons ces valeurs de justice et de dignité avec toutes les victimes du racisme structurel. Nous devons exiger que justice soit faite en France et ne pas laisser le peuple palestinien seul face à son bourreau. Si, dans certaines villes américaines le mouvement BDS a obtenu l'interdiction de toute coopération entre les polices municipales et Israël, nous devons aussi exiger que la France mette fin à la collaboration militaire et sécuritaire, qu'elle aille au-delà de déclarations stériles et mettent en œuvre des sanctions obligeant Israël à se conformer au droit. Le mouvement pacifique qu'est le boycott n'a pas d'autre but que cette exigence de justice.

Ici, comme ailleurs, nous répétons : « pas de justice, pas de paix »